

COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURESCOMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

du

van

MARDI 22 mars 2011

DINSDAG 22 maart 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 36 sous la présidence de M. Peter Luykx.

01 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "l'exploitation pétrolière dans le parc des Virunga" (n° 2016)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Le 6 janvier 2010, le WWF demandait d'abandonner les projets d'exploration pétrolière dans le parc national des Virunga en République démocratique du Congo. Ces projets risquent en effet de réduire à néant des décennies de travail de conservation de la biodiversité exceptionnelle de ce parc, le plus vieux d'Afrique et le premier site du continent à figurer sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il comprend aussi des sites archéologiques importants. Il était question d'y réaliser des forages d'exploration. Heureusement, il semble que les autorités congolaises ne les aient pas autorisés à cause du classement au patrimoine de l'humanité et sur base d'une loi congolaise interdisant l'exploration minière dans les réserves naturelles.

Mais il subsiste des contradictions entre le président et le ministre de l'Environnement ou d'autres autorités. Tout danger n'est donc pas écarté.

La Belgique étant un partenaire important de la RDC, êtes-vous intervenu pour protéger l'intégrité de ce parc?

01.02 Olivier Chastel, ministre (*en français*): Je partage vos inquiétudes. La Belgique œuvre avec la Commission européenne afin que la RDC maintienne son engagement visant à préserver l'intégrité du parc des Virunga. L'exploration pétrolière dans le parc n'est pas compatible avec son statut de patrimoine de l'humanité. Le 14 janvier 2011, M. Adolphe Muzito, premier ministre, et Mme Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, ont cosigné la déclaration de Kinshasa sur les sites du patrimoine mondial de la RDC, dans laquelle est salué l'engagement du gouvernement à respecter les dispositions de la Convention du patrimoine mondial, de la loi relative à la conservation de la nature et du code minier. Le 14 mars dernier, M. José Endundo, ministre de l'Environnement, confirmait officiellement la suspension des activités d'exploration dans le parc des Virunga.

La Belgique soutient fermement les efforts consentis pour la protection et la rénovation de ce parc. Si la RDC ne respectait pas son engagement, nous pourrions revoir notre soutien dans le domaine de la conservation de la nature et du développement durable des forêts en RDC. Il serait bien navrant, après tant d'années d'efforts, que les autorités de RDC ne considèrent pas l'autorisation donnée aux compagnies pétrolières comme un danger sérieux pour toutes les réalisations engrangées.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Votre réponse me satisfait en ce qui concerne l'action belge, mais il faut rester vigilant. Je vous propose de porter aussi votre attention sur les entreprises européennes qui s'intéresseraient de trop près à ces gisements. Ce n'est pas le cas actuellement, mais tout le monde vise les ressources de cette région.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1865, 2899 et 3369 de M. De Vriendt sont transformées en questions écrites.

02 Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la politique belge à l'égard des fonds vautours" (n° 2018)

02.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): En 2008, le Sénat adoptait une proposition de loi tendant à interdire aux "fonds vautours" de saisir les moyens financiers et les emprunts d'État à État destinés à la coopération au développement. Cette loi ne protège toutefois pas les pays concernés contre les actions en récupération des fonds précités.

Le ministre est-il disposé à plaider auprès de ses collègues en faveur d'un élargissement du champ d'application de la loi belge? Si nous voulons rester cohérents par rapport à cette loi, le gouvernement ne devrait-il pas interdire la vente à des fonds vautour de créances à l'égard de pays tiers? La question de la politique à mener à l'égard des fonds vautour a-t-elle été abordée sous la présidence européenne? En quels termes notre pays plaide-t-il auprès de la communauté internationale en faveur d'un durcissement des mesures nationales et transfrontalières?

02.02 Olivier Chastel, ministre (*en néerlandais*): La gestion des dettes relève de la compétence des institutions qui possèdent la dette. La gestion des prêts d'État à État avec des pays en développement relève de la compétence du ministre des Finances qui représente la Belgique au Club de Paris. La marge de manœuvre de la Coopération au développement est donc très limitée.

Il s'agit d'une question délicate: il existe aujourd'hui un équilibre entre les défenseurs de la libre circulation des capitaux et ceux qui veulent mieux protéger les pays victimes de fonds vautours. Je suis prêt à examiner s'il est souhaitable et possible d'élargir le champ d'application de la loi de 2008. Au sein du Club de Paris, il existe en tout cas un accord non contraignant visant à ne pas accroître les dettes de pays pauvres dont le taux d'endettement est élevé.

Mon prédécesseur a demandé au Commissaire européen de la coopération au développement d'insister auprès des États membres pour qu'ils limitent le fonctionnement des fonds vautours de façon structurelle, comme c'est le cas en Belgique.

Dans le même temps, la Coopération au développement a décidé d'aider les pays africains par le biais d'un financement du fonds *African Legal Support Facility*, afin qu'ils puissent notamment bénéficier d'une assistance juridique face aux fonds vautours.

La réponse aux autres questions devra être fournie par le ministres des Finances.

02.03 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je vous cite un exemple concret. La République démocratique du Congo avait une dette de 37 millions de dollars qui a été rachetée par le fonds de spéculation FG Hemisphere Associates. Un tribunal du New Jersey a estimé que ce fonds pouvait prétendre à une indemnité de 100 millions de dollars, majorée de 27 500 dollars d'intérêts par jour jusqu'au remboursement de la dette. De la sorte, des fonds destinés à la coopération au développement disparaissent au fond des poches des spéculateurs. Il est du devoir du ministre, et de nous tous, d'insister pour qu'un maximum de mesures nationales et supranationales soient mises en place.

L'incident est clos.

03 Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le Fonds belge pour la sécurité alimentaire" (n° 2364)

03.01 Christian Brotcorne (cdH): Le Fonds belge de sécurité alimentaire poursuit l'œuvre du Fonds belge de survie et tient compte des évaluations de celui-ci. Il veille notamment aux engagements d'harmonisation, d'alignement et de gestion, et à un équilibre entre programmes nationaux du gouvernement et priorités de la société civile.

Comme mentionné dans la loi de janvier 2010, ce Fonds vise à améliorer la sécurité alimentaire des populations des zones à risque, avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables. Il s'inscrit dans le fil du droit à l'alimentation reconnu par les Nations Unies et se distingue par une approche multidimensionnelle.

Par ce Fonds, des programmes sont financés par la Loterie Nationale qui lui transfère des tranches annuelles de 17,5 millions d'euros depuis 2010. Or, l'arrêté royal portant exécution des modalités de gestion et d'affectation de l'argent du fonds et des modalités d'exécution des évaluations n'a pas été pris.

Quand donc cet arrêté sera-t-il soumis à la signature royale? Quelles sont les conséquences de ce blocage? Une fois les arrêtés d'application pris, quand ce Fonds pourra-t-il entamer son travail?

03.02 Olivier Chastel, ministre (*en français*): La loi a été publiée au *Moniteur belge* le 11 février 2010, avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2010. L'arrêté d'exécution a été présenté au Conseil des ministres le 19 mai dernier et transmis au Palais royal le 27 juillet 2010. Cet arrêté d'exécution ne nous est pas revenu à ce jour. On ne peut interroger le Palais royal, mais peut-être que les affaires courantes peuvent expliquer ce fait. MM. Moriau et De Croo et Mme Gerkens ont déposé une proposition de loi d'exécution (doc. n° 53/1215) de manière à mettre rapidement en vigueur le Fonds. Cette proposition est à l'ordre du jour.

Le Fonds a poursuivi ses actions en 2010 sur la base des projets mis en place au cours des années antérieures. Il n'a pu engager de nouvelles actions de prolongation de projets ou de mise en place de programmes. Le Fonds belge pour la sécurité alimentaire pourra engager de nouvelles actions dès que le ministre de la Coopération au développement sera chargé de l'exécution de la loi.

03.03 Christian Brotcorne (cdH): J'espère que la proposition de loi permettra de passer outre la nécessité d'un arrêté royal. Dans l'intérêt des populations à soutenir, il serait opportun de pouvoir dépasser ce blocage. Mais je ne connais pas les usages du Palais royal: le projet d'arrêté ne trouverait donc pas grâce à ses yeux?

03.04 Olivier Chastel, ministre (*en français*): Je crois que c'est en raison des affaires courantes et du caractère pluriannuel de ces dispositions que le Roi n'a pas signé ce projet d'arrêté. Budgétairement, cette mesure n'est pas neutre; il est donc difficile pour le chef de l'État d'accorder sa signature à ce projet dans le contexte actuel.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Els Demol** au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le nouveau programme indicatif de coopération (PIC) avec le Rwanda" (n° 2865)
- **M. Dirk Van der Maelen** au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le nouveau programme indicatif de coopération avec le Rwanda" (n° 2874)
- **M. Philippe Blanchart** au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la situation politique au Rwanda" (n° 3318)

04.01 Els Demol (N-VA): Le programme indicatif de coopération 2007-2010 entre la Belgique et le Rwanda a expiré le 31 décembre 2010. L'enveloppe totale affectée à ce programme s'élève à 140 millions d'euros.

Dans l'intervalle, l'évolution du Rwanda n'est pas très positive sur le plan des droits de l'homme, des libertés politiques et de la démocratie, autant de sujets pourtant jugés importants par le précédent ministre Charles Michel, qui entendait inclure ces points dans le nouveau PIC qui doit être lancé en 2011.

À quel montant s'élèvera la nouvelle enveloppe? Quelle part sera dévolue à l'aide budgétaire? Quels secteurs bénéficieront de ces moyens? Va-t-on faire dépendre le versement d'une partie de cet argent des progrès en matière de bonne gouvernance, de libertés politiques et de respect des droits de l'homme? Comment va-t-on stimuler l'application de ces principes? Sera-t-il possible de modifier le PIC dans l'hypothèse où aucune amélioration ne serait perceptible? Comment se déroulent les discussions avec les autorités rwandaises sur ces thèmes?

04.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Quel regard le ministre porte-t-il sur la situation au Rwanda sur le plan des libertés politiques, des droits de l'homme et de la démocratie? Dans quelle mesure cette analyse se reflète-t-elle dans le nouveau PIC? Comment se déroulent les préparatifs de ce programme de coopération? Quand sera-t-il signé? À combien se monte l'enveloppe totale? Dans quels secteurs la coopération belgo-rwandaise se concentrera-t-elle de 2011 à 2014? Une évaluation intermédiaire est-elle prévue? Le critère de

bonne gouvernance sera-t-il déterminant? Comment s'y prendra-t-on pour renforcer la société civile rwandaise dans le cadre du nouveau PIC?

04.03 Philippe Blanchart (PS): Suite à un rapport d'Amnesty International, votre prédécesseur avait assuré que les questions de gouvernance démocratique et des droits de l'homme seraient régulièrement discutées avec l'ensemble des pays partenaires, y compris le Rwanda où il semble que les lois soient détournées.

Dans le cadre du futur programme de coopération au développement, quelles sont les démarches entamées afin d'éviter que la législation sur l'idéologie génocidaire ne devienne un argumentaire pour bâillonner l'opposition? Comment la coopération au développement belge agit-elle pour accompagner le Rwanda dans la rédaction de sa législation sur l'idéologie génocidaire, notamment face aux plaintes de l'opposition? Quelles répercussions les mouvements de démocratisation dans les pays arabes pourraient-ils avoir dans cette région d'Afrique?

04.04 Olivier Chastel, ministre (*en néerlandais*): Une commission mixte avec le Rwanda est planifiée pour le 18 mai 2011 à Kigali. Cette commission est nécessaire pour éviter un affaiblissement de notre coopération bilatérale avec le Rwanda. Les 149 millions d'euros du précédent PIC ont été intégralement alloués.

L'enveloppe belge est principalement affectée aux secteurs de la santé, de l'énergie et de la décentralisation. Nous nous retirons donc de la justice, de l'enseignement et de l'agriculture. Le Rwanda a néanmoins demandé qu'avec d'autres donateurs, nous demeurions un *silent partner* dans ces domaines. Pour promouvoir les réformes et la bonne gouvernance, nous faisons fluctuer notre enveloppe entre un minimum et un maximum: le scénario budgétaire le plus bas pour les quatre prochaines années s'élève à 160 millions d'euros et le plus élevé à 200 millions d'euros. Les progrès socioéconomiques et les résultats en matière d'ouverture politique sont donc récompensés.

Les critères exacts devront être convenus dans les prochaines semaines avec les autorités rwandaises. Une évaluation est prévue après deux ans et en 2013, la tranche supplémentaire pourra éventuellement être mise à disposition.

Le Rwanda préfère un soutien budgétaire aussi large que possible. Près de 90 % de l'aide de la Commission européenne et de la Grande-Bretagne sont accordés sous forme d'aide budgétaire. Ceci ne correspond pas à notre mode de fonctionnement. Nous sommes, par contre, tout disposés à envisager un soutien budgétaire sectoriel pour les soins de santé et l'énergie.

Nos programmes indicatifs de coopération ne sont pas des engagements définitifs. Si les principes fondamentaux liés aux droits de l'homme, à la démocratie, à la bonne gouvernance ou à la lutte contre la corruption sont négligés, nous pouvons revoir nos programmes. Le PIC renverra par conséquent explicitement à ces principes.

(*En français*) Les lois sur l'idéologie du génocide et le sectarisme sont trop vagues dans leur forme actuelle, comme l'a souligné Amnesty International dans son rapport publié en août 2010. Interpellées à ce propos par la Belgique et l'UE, notamment sur base de l'article 8 de la Convention de Cotonou, les autorités rwandaises ont réagi en annonçant une révision de la loi sur l'idéologie du génocide. La Belgique offrira tout son soutien, si nécessaire, à cet exercice.

Je souhaite que le courant de démocratisation qui souffle sur le monde arabe ait un impact aussi sur l'Afrique subsaharienne. Notre pays continuera à appuyer ce processus.

04.05 Els Demol (N-VA): En tant que membre néerlandophone de la Chambre, j'aimerais disposer de la version néerlandaise du PIC précédent.

04.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je me réjouis de voir ce que donneront ces négociations que je suivrai d'un œil très critique. Quand je vois comment les autorités rwandaises se comportent à l'égard de la presse, de l'opposition et de la société civile, il me semble que le Rwanda ne peut bénéficier légitimement d'une aide supplémentaire de 40 millions d'euros. Le ministre est-il disposé à le faire comprendre très clairement à ses interlocuteurs rwandais?

04.07 Philippe Blanchart (PS): Espérons que la conférence de Kigali débouchera sur des conclusions positives concernant la liberté au Rwanda. Je vous rappelle la condamnation de deux journalistes à 7 et à 17 ans de réclusion, pour trouble à l'ordre public et minimisation du génocide.

04.08 Olivier Chastel, ministre (en français): Pour bénéficier de la tranche supérieure de 40 millions d'euros supplémentaires, Kigali devra s'engager dès le 18 mai prochain et satisfaire à des indicateurs positifs dans les deux premières années de l'établissement de ce programme indicatif de coopération.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3069 de Mme Colen est transformée en question écrite.

05 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la nouvelle loi sur les médias au Viêt Nam" (n° 3204)

05.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Le Viêt Nam est un des 18 pays partenaires de la Coopération belge au Développement alors même que le développement de la démocratie, un point auquel est pourtant subordonné l'octroi de ce type d'aide, y est minimal. Le parti au pouvoir ne tolère aucune opposition et le parti démocratique du Viêt Nam est purement et simplement interdit.

Le ministre a-t-il connaissance de la nouvelle loi sur les médias adoptée fin février par les autorités vietnamiennes, qui réduit encore davantage la liberté d'expression des journalistes? Qu'en pense-t-il? Ce point sera-t-il abordé lors de la réunion semestrielle du *consultative group*? Prendra-t-on en considération la nouvelle loi sur les médias et le nombre croissant d'arrestations politiques lors de la réévaluation du programme indicatif de coopération avec le Viêt Nam prévue en 2011?

05.02 Olivier Chastel, ministre (en néerlandais): Au Viêt Nam, même si la Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse, les médias font l'objet d'un contrôle officiel très strict, en particulier s'agissant des informations politiques. Selon les médias nationaux, le nombre de journalistes inquiétés par la police et/ou les services de sécurité est passé de 400 en 2007 à 749 en 2009 pour retomber à 359 en 2010.

Une révision de la loi sur la presse est en cours et une loi relative à l'accès à l'information est en préparation, mais rien ne permet de penser que ces réformes seront soumises en Parlement vietnamien avant 2012. Et il n'est nullement question de libéralisation.

Des évolutions positives ont toutefois été observées ces dernières années sur le plan des droits de l'homme. En 2010, le climat est cependant redevenu plus répressif. Les libertés de la presse, d'expression, d'information, d'association, de réunion et de religion, ainsi que le droit à un procès équitable, constituent toujours une source de préoccupation. Dans le cadre du dialogue politique avec le Viêt Nam, nous devons certainement aborder ces questions avec nos partenaires.

Dans le cadre du nouveau programme indicatif de coopération (PIC) qui devra être conclu avec le Viêt Nam avant l'été, il conviendra de réserver 5 % de l'enveloppe à la coopération déléguée. Quant à savoir si cet argent peut être affecté au One Plan 2012-2016 des Nations Unies – qui tend à soutenir le Viêt Nam dans ses efforts de démocratisation – cette question est actuellement à l'examen.

L'incident est clos.

06 Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la création d'un fonds pour aider les victimes de viols en RDC" (n° 3451)

06.01 Christian Brotcorne (cdH): Un récent rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme cite le chiffre de 200 000 femmes violées au Congo, des viols commis par des groupes armés illégaux, par des membres des forces de sécurité nationale, mais aussi par des civils.

La plupart de ces femmes n'ont bénéficié d'aucune assistance, et sont souvent rejetées. Leurs problèmes médicaux ne sont généralement pas traités et leurs besoins ne sont pas rencontrés, essentiellement dans les campagnes. La justice congolaise est défaillante.

Une des recommandations de ce rapport est la mise en place prioritaire d'un fonds destiné à financer des réparations allouées aux victimes de violences sexuelles en RDC. Les fonds alloués devraient permettre de financer des projets de microcrédit, de cliniques ou de tribunaux ambulants.

Estimez-vous la création de ce fonds pertinente? Peut-être est-ce aussi l'occasion de faire le point sur les projets que la Belgique soutient déjà en RDC. Où en est le dialogue à ce propos avec les autorités congolaises?

06.02 **Olivier Chastel**, ministre (*en français*): La Coopération belge a soutenu dès 2004 le programme conjoint des trois agences des Nations Unies, et cofinance plusieurs projets initiés par des ONG belges et locales dans ce domaine. Elle entend poursuivre sa contribution à une approche coordonnée et harmonisée, sous le leadership du gouvernement congolais, apportant une réponse globale aux besoins des victimes.

Dans le cadre du plan de stabilisation et de reconstruction de l'Est du Congo, la Belgique appuie la mise en œuvre de la *comprehensive strategy on combatting sexual violence in DRC* (une contribution de 10 millions d'euros).

Après avoir appuyé la restauration de la justice à l'Est du Congo, nous prévoyons de fournir un appui à la deuxième phase du programme via la coopération déléguée dans le cadre du nouveau programme indicatif de coopération 2010-2013 entre la Belgique et la RDC.

Pour agir sur les causes plutôt que sur les conséquences, il faut améliorer la sécurité dans l'Est de la RDC et lutter contre l'impunité. Le récent rapport du Haut commissariat aux droits de l'homme va dans ce sens.

La création d'un fonds pour les victimes est une idée pertinente, à l'image du fonds pour les rescapés du génocide au Rwanda.

Un fonds social est envisageable pour les victimes reconnues par le tribunal. Un fonds d'indemnisation est plus complexe à mettre en place, car il pose la question de la responsabilité de l'État. Dans le cas de la RDC, les crimes sont commis tant par des soldats des forces armées de la RDC que par des rebelles ou des milices diverses. Il faudrait également gérer la question de la marchandisation des viols dont font état nombre d'ONG aujourd'hui.

Une étude sérieuse pourrait faire avancer les choses et créer un précédent positif.

L'incident est clos.

07 **Question de M. Peter Luykx au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la révision de la circulaire du 1^{er} juillet 2010" (n° 2121)**

07.01 **Peter Luykx** (N-VA): En raison de la circulaire du 1^{er} juillet 2010, les organisations humanitaires du quatrième pilier qui ne sont pas en mesure de développer annuellement des activités pour un montant de 50 000 euros risquent de perdre leur agrément.

Est-il exact que ce critère n'est pas toujours appliqué uniformément? Cette circulaire est-elle légale dans le contexte actuel d'un gouvernement en affaires courantes? L'administration a-t-elle déjà défini de nouveaux critères, comme le ministre s'y était engagé le 8 décembre au Sénat? Le ministre a-t-il appris quelque chose lors de la concertation avec les Communautés? Pourrait-il expliciter les nouvelles recommandations?

07.02 **Olivier Chastel**, ministre (*en néerlandais*): Dès mars 2010, mon prédécesseur a demandé à ses services de rédiger une circulaire. Le gouvernement n'était pas encore en affaires courantes à l'époque.

La publication de la circulaire a suscité de vives protestations. Le ministre a voulu tenir compte des préoccupations des ASBL mais a également voulu obtenir une vision plus claire sur la pertinence, l'efficacité et la durabilité de leurs projets de développement. C'est la raison pour laquelle il a demandé à ses services d'adapter éventuellement la circulaire pour ce qui concerne les exonérations fiscales. Dans l'intervalle, la condition relative au montant annuel minimum de 50 000 euros a été suspendue. Cette condition ne figure

dès lors plus dans la circulaire qui se trouve aujourd'hui sur le site du département.

Je n'ai pas encore reçu les recommandations de l'administration.

La nouvelle circulaire a été corédigée par le service juridique du SPF Finances. Une concertation plus large n'est pas nécessaire comme l'indique l'arrêté royal portant exécution de l'article 57 CIR 1992.

07.03 Peter Luykx (N-VA): La mesure est donc suspendue. Pour garantir la pérennité du quatrième pilier, les nouveaux critères doivent être fixés de façon à ne pas ébranler le caractère modeste de ces projets.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 38.

De vergadering wordt geopend om 14.36 uur en voorgezeten door de heer Peter Luykx.

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de oliewinning in het Virungapark" (nr. 2016)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Op 6 januari 2010 deed het WWF een oproep om de oliewinningsprojecten in het Virunga National Park in de Democratische Republiek Congo stop te zetten. Door die projecten dreigen tientallen jaren van inspanningen ter vrijwaring van de uitzonderlijke biodiversiteit van dit natuurpark, het oudste in Afrika en de belangrijkste site van het Afrikaanse continent op de UNESCO-Werelderfgoedlijst, teniet te gaan. In het Virungapark liggen ook een aantal belangrijke archeologische vindplaatsen. Er zouden plannen zijn om in het gebied prospectieboringen naar olie uit te voeren. Gelukkig hebben de Congolese autoriteiten naar verluidt geen toestemming gegeven voor die boringen, net omdat het gebied op de Werelderfgoedlijst staat, uit hoofde van een Congolese wet die prospectie in natuurreervaten verbiedt.

De president, de minister van Leefmilieu en andere autoriteiten zitten echter nog steeds niet op één lijn. Elk gevaar is dus nog niet geweken.

Ons land is een belangrijke partner van de DRC. Hebt u actie genomen met het oog op de bescherming van dit nationaal park?

01.02 Minister Olivier Chastel (Frans): Ik deel uw bezorgdheid. België ijvert er samen met de Europese Commissie voor opdat de DRC haar verbintenis nakomt en het Virungapark ongerept blijft. De oliewinning in het park is onverenigbaar met het statuut van het park als werelderfgoed. Op 14 januari 2011 hebben de heer Adolphe Muzito, eerste minister, en mevrouw Irina Bokova, algemeen directeur van de UNESCO, samen de verklaring van Kinshasa over de werelderfgoedsites in de DRC ondertekend. In deze verklaring wordt de verbintenis van de regering om de bepalingen van de overeenkomst inzake het werelderfgoed, van de wet met betrekking tot het natuurbehoud en van het wetboek voor mijnbouw na te leven, toegejuicht. Op 14 maart jongstleden bevestigde de heer José Endundo, minister van Milieu, officieel de opschorting van de activiteiten in het kader van de oliewinning in het Virungapark.

België steunt ten volle de inspanningen die werden geleverd voor de bescherming en de vernieuwing van het park. Als de DRC haar verbintenis niet nakomt, zouden wij onze steun op het stuk van natuurbehoud en duurzame ontwikkeling van de wouden in de DRC misschien kunnen herzien. Het zou erg jammer zijn als de overheid van de DRC, na zovele jaren van inspanningen, niet zou inzien dat het afgeven van een vergunning aan de oliemaatschappijen een ernstig gevaar inhoudt voor alles wat al werd verwezenlijkt.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik ben tevreden met uw antwoord wat het Belgische optreden betreft, maar waakzaamheid blijft geboden. Ik stel voor dat u uw aandacht ook zou richten op de Europese bedrijven die al te veel interesse zouden tonen voor die reserves. Dat is vooral nog niet het geval, maar de rijkdommen in die regio laten niemand onverschillig.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1865, 2899 en 3369 van de heer Wouter De Vriendt worden omgezet in schriftelijke vragen.

02 Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het Belgisch beleid ten aanzien van aasgierfondsen" (nr. 2018)

02.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): In 2008 keurde de Senaat een wetsvoorstel goed dat zogenaamde aasgierfondsen verbiedt om beslag te leggen op geld en leningen tussen staten die bedoeld zijn voor ontwikkelingssamenwerking. Dat impliceert nog niet dat de getroffen landen gevrijwaard blijven van alle claims van aasgierfondsen.

Wil de minister bij zijn collega's pleiten voor een verruiming van het toepassingsgebied van de Belgische wet? Als we consequent willen zijn met deze wet, moet de regering dan de verkoop van haar schuldvorderingen tegenover andere landen aan aasgierfondsen niet verbieden? Kwam de aanpak van aasgierfondsen tijdens het Belgische voorzitterschap aan bod? Hoe pleit onze regering bij de EU en de internationale gemeenschap voor meer nationale en grensoverschrijdende maatregelen?

02.02 Minister Olivier Chastel (Nederlands): Het beheer van schulden is een bevoegdheid van de instellingen die de schuld bezitten. Het beheer van leningen van staat tot staat met ontwikkelingslanden is de bevoegdheid van de minister van Financiën, die België vertegenwoordigt in de Club van Parijs. De speelruimte van Ontwikkelingssamenwerking is dus erg klein.

Dit is een delicate kwestie: er bestaat nu een evenwicht tussen de verdedigers van het vrije kapitaalverkeer en hen die de landen die slachtoffer zijn van aasgierfondsen beter willen beschermen. Ik ben bereid te onderzoeken of het wenselijk en haalbaar is om het toepassingsgebied van de wet van 2008 uit te breiden. Binnen de Club van Parijs bestaat er alvast een niet-bindend akkoord om de schulden van arme landen met een zware schuldenlast niet te verhogen.

Mijn voorloper heeft aan de Europese commissaris voor Ontwikkelingssamenwerking gevraagd om er bij de lidstaten op aan te dringen dat ze de werking van de aasgierfondsen structureel zouden beperken, zoals dat in België gebeurt.

Daarnaast heeft Ontwikkelingssamenwerking beslist om via een financiering van het fonds African Legal Support Facility Afrikaanse landen te helpen om, onder andere via juridische bijstand, het hoofd te bieden aan aasgierfondsen.

Op andere vragen moet de minister van Financiën een antwoord geven.

02.03 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik geef even een concreet voorbeeld. De Democratische Republiek Congo had een schuld van 37 miljoen dollar die door het speculatieve fonds FG Hemisphere Associates is overgekocht. Een rechtbank in New Jersey oordeelde dat het fonds recht heeft op een vergoeding van 100 miljoen dollar, plus 27.500 dollar interesten per dag dat de schuld niet wordt afgelost. Onze ontwikkelingsmiddelen verdwijnen op deze manier in de zakken van speculanten. Het is de plicht van de minister en van ons allemaal om aan te dringen op zoveel mogelijk nationale en supranationale maatregelen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid" (nr. 2364)

03.01 Christian Brotcorne (cdH): Het Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid zet het werk van het Belgisch Overlevingsfonds voort en houdt rekening met de evaluaties van dit Fonds. Zo houdt het rekening met de afspraken op het stuk van harmonisatie, afstemming en beheer en ziet het toe op het evenwicht tussen de nationale regeringsprogramma's en de prioriteiten van het maatschappelijk middenveld.

De wet van januari 2010 bepaalt dat dit Fonds wordt opgericht met het oog op de verbetering van de voedselzekerheid van de bevolking in de zones met een groot risico op voedselonzeekerheid, met bijzondere aandacht voor de meest kwetsbare bevolkingsgroepen. Uitgaande van het recht op voedsel, zoals erkend

door de Verenigde Naties, wordt dit instrument gekenmerkt door een geïntegreerde multidimensionale benadering.

De programma's van dit Fonds worden gefinancierd door de Nationale Loterij, die sinds 2010 jaarlijkse schijven van 17,5 miljoen euro overdraagt aan het Fonds. Het koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels inzake het beheer en de bestemming van de middelen van het Fonds, alsook van de regels inzake de uitvoering van de evaluaties, werd echter nog niet uitgevaardigd.

Wanneer zal dit besluit ter ondertekening aan de Koning worden voorgelegd? Wat zijn de gevolgen van het uitblijven van dit besluit? Wanneer zal het Fonds zijn werkzaamheden kunnen aanvangen als de toepassingsbesluiten er eenmaal zijn?

03.02 Minister **Olivier Chastel** (*Frans*): De wet werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 11 februari 2010 en trad op 1 januari 2010 in werking. Het uitvoeringsbesluit werd op 19 mei voorgelegd aan de ministerraad en werd op 27 juli 2010 overgezonden aan het Koninklijk Paleis. Tot op heden werd het ons nog niet terugbezorgd. We kunnen het Paleis niet ondervragen, maar wellicht heeft de periode van lopende zaken er wat mee te maken. De heren Moriau en De Croo en mevrouw Gerkens hebben een wetsvoorstel houdende uitvoering van de wet (stuk nr. 53/1215) ingediend om dit Fonds op korte termijn operationeel te maken. Dat voorstel is geagendeerd.

Het Fonds heeft zijn werkzaamheden in 2010 voortgezet op basis van de projecten die in de loop van de voorgaande jaren van start gingen. Nieuwe acties met het oog op de verlenging van projecten of het opstarten van programma's waren echter niet mogelijk. Het Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid zal nieuwe acties kunnen ondernemen zodra de minister van Ontwikkelingssamenwerking met de uitvoering van de wet is belast.

03.03 **Christian Brotcorne** (cdH): Ik hoop dat via het wetsvoorstel het obligate koninklijk besluit zal kunnen worden omzeild. In het belang van de noodlijdende bevolking zou het goed zijn als daaraan een mouw kon worden gepast. Ik ken de usances van het Paleis niet, maar vraag me af of het koninklijk besluit dan geen genade vindt in zijn ogen.

03.04 Minister **Olivier Chastel** (*Frans*): Ik denk dat de Koning het besluit niet heeft ondertekend als gevolg van de periode van lopende zaken en rekening houdend met het feit dat die bepalingen betrekking hebben op meerdere jaren. Uit een budgettair oogpunt gaat het immers niet om een neutrale maatregel; het is dan ook moeilijk voor het Staatshoofd om in de huidige context zijn handtekening te zetten onder dit ontwerp.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Els Demol** aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het nieuwe Indicatief Samenwerkingsprogramma (ISP) met Rwanda" (nr. 2865)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het nieuwe Indicatief Samenwerkingsprogramma met Rwanda" (nr. 2874)
- de heer **Philippe Blanchart** aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de politieke situatie in Rwanda" (nr. 3318)

04.01 **Els Demol** (N-VA): Op 31 december 2010 liep het Indicatief Samenwerkingsprogramma 2007-2010 tussen België en Rwanda af. De totale enveloppe hiervoor bedroeg 140 miljoen euro.

Ondertussen evolueert Rwanda niet echt gunstig op het vlak van mensenrechten, politieke vrijheid en democratie, zaken die de vorige minister, Charles Michel, erg belangrijk vond. Hij wilde deze punten dan ook opnemen in het nieuwe ISP dat in 2011 moet ingaan.

Hoe groot zal de nieuwe enveloppe zijn? Hoeveel daarvan betreft begrotingshulp? Over welke sectoren worden deze middelen verdeeld? Wordt een deel van dit geld expliciet afhankelijk gemaakt van goed bestuur, meer politieke vrijheid, meer democratie en respect voor de mensenrechten? Hoe zal men die principes stimuleren? Kan men het ISP bijsturen als blijkt dat er geen beterschap komt? Hoe verlopen de gesprekken met de Rwandese autoriteiten over deze thema's?

04.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Hoe schat de minister de situatie in Rwanda in op het vlak van de politieke vrijheden, mensenrechten en democratie? In welke mate weerspiegelt die analyse zich in het nieuwe ISP? Hoe verloopt de voorbereiding van dit samenwerkingsprogramma? Wanneer wordt het ondertekend? Hoeveel bedraagt de totale enveloppe? Op welke sectoren zal de Belgisch-Rwandese samenwerking zich in de periode 2011-2014 vooral toespitsen? Komt er een tussentijdse evaluatie? Zal dan het criterium van goed bestuur bepalend zijn? Hoe zal men in het nieuwe ISP het Rwandese middenveld trachten te versterken?

04.03 Philippe Blanchart (PS): Naar aanleiding van een rapport van Amnesty International had uw voorganger verzekerd dat de kwesties van het democratisch bestuur en van de mensenrechten regelmatig zouden worden besproken met alle partnerlanden, waaronder Rwanda, waar het er alle schijn van heeft dat de wetten voor andere dan de oorspronkelijke doelstellingen worden gebruikt.

Welke maatregelen heeft de regering in het kader van het toekomstig ontwikkelingssamenwerkingsprogramma in de steigers gezet om te voorkomen dat de wetgeving betreffende de genocidaire ideologie wordt misbruikt om de oppositie monddood te maken? Hoe helpt de Belgische Ontwikkelingssamenwerking Rwanda bij het opstellen van zijn wetgeving met betrekking tot de genocidaire ideologie, en meer bepaald bij het formuleren van een antwoord op de klachten van de oppositie? Welke gevolgen zou de Arabische lente kunnen hebben voor deze regio in Afrika?

04.04 Minister Olivier Chastel (Nederlands): Een gemengde commissie met Rwanda is gepland voor 18 mei 2011 in Kigali. De commissie is nodig om een verzwakking van onze bilaterale samenwerking met Rwanda te vermijden. Het volledige bedrag van 149 miljoen euro uit het vorige ISP werd toegekend.

De Belgische enveloppe gaat vooral naar de sectoren gezondheid, energie en decentralisering. We trekken ons dus terug uit de sectoren justitie, onderwijs en landbouw. Rwanda heeft niettemin gevraagd dat wij, samen met andere donoren, toch een *silent partner* zouden blijven op die domeinen. Om hervormingen en goed bestuur te stimuleren laten we onze enveloppe fluctueren tussen een minimum en een maximum: het laagste begrotingsscenario voor de volgende vier jaar bedraagt 160 miljoen euro, het hoogste 200 miljoen. Sociaaleconomische vooruitgang en resultaten op het vlak van politieke openheid worden dus beloond.

De exacte criteria zullen in de komende weken met de Rwandese autoriteiten overeengekomen worden. Na twee jaar komt er een evaluatie en in 2013 kan dan eventueel de bijkomende schijf ter beschikking worden gesteld.

Rwanda heeft het liefst een zo breed mogelijke begrotingssteun. Bijna 90 procent van de hulp van de Europese Commissie en van Groot-Brittannië gebeurt in die vorm van begrotingshulp. Dat is echter niet onze werkwijze. Wel zijn we bereid sectorale begrotingssteun voor de sectoren gezondheid en energie te overwegen.

Onze indicatieve samenwerkingsprogramma's zijn geen definitieve engagementen. Als fundamentele principes die verband houden met de mensenrechten, democratie, goed bestuur of corruptiebestrijding verwaarloosd worden, kunnen we ons programma herzien. Het ISP zal dan ook expliciet verwijzen naar deze principes.

(Frans) De huidige wetten inzake de genocidaire ideologie en het sektarisme zijn te vaag geformuleerd, zoals Amnesty International in zijn in augustus 2010 gepubliceerde rapport onderstreept. België en de EU hebben Rwanda hierover om tekst en uitleg gevraagd, meer bepaald op grond van artikel 8 van de Overeenkomst van Cotonou, en de Rwandese autoriteiten hebben daarop een herziening van de wet inzake de genocidaire ideologie aangekondigd. België zal dat initiatief indien nodig ten volle steunen.

Ik hoop dat de Arabische lente zal overwaaien naar Afrika ten zuiden van de Sahara. Ons land zal dat democratiseringsproces blijven steunen.

04.05 Els Demol (N-VA): Als Nederlandstalig lid van deze Kamer zou ik graag over de Nederlandstalige versie van het vorige ISP beschikken.

04.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik kijk met veel kritische belangstelling uit naar de onderhandelingen. Als ik zie hoe men in Rwanda omgaat met de pers, de oppositie, het middenveld, dan kan het land onmogelijk aanspraak maken op de bijkomende 40 miljoen euro. Is de minister bereid om dat heel erg duidelijk te maken?

04.07 Philippe Blanchart (PS): Laten we hopen dat de conferentie van Kigali zal uitmonden in positieve conclusies over de vrijheid in Rwanda. Ik herinner u aan de veroordeling van twee journalisten tot respectievelijk 7 en 17 jaar gevangenisstraf wegens verstoring van de openbare orde en het minimaliseren van de genocide.

04.08 Minister Olivier Chastel (Frans): Om de hogere schijf van 40 miljoen euro extra te kunnen ontvangen moet Rwanda op 18 mei al een verbintenis aangaan en voldoen aan een aantal positieve indicatoren in de eerste twee jaar van het indicatief samenwerkingsprogramma.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3069 van mevrouw Colen wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

05 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de nieuwe mediawet in Vietnam" (nr. 3204)

05.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Vietnam is een van de 18 partnerlanden van de Belgische ontwikkelingsamenwerking en toch blijft de democratie – nochtans een voorwaarde om steun te kunnen krijgen – er minimaal uitgebouwd. De regeringspartij duldt geen oppositie, de Democratische Partij in Vietnam is gewoonweg verboden.

Is de minister op de hoogte van het feit dat de Vietnamese overheid eind februari een nieuwe mediawet heeft goedgekeurd die de vrije meningsuiting van journalisten nog verder aan banden legt? Wat is zijn mening hierover? Zal dit worden besproken op de halfjaarlijkse *consultative group*? In 2011 wordt het Indicatief Samenwerkingsprogramma met Vietnam herbekeken. Zal daarbij rekening worden gehouden met de nieuwe mediawet en het toenemende aantal politieke arrestaties?

05.02 Minister Olivier Chastel (Nederlands): De officiële controle op de media is heel strikt in Vietnam, zeker op de politieke berichtgeving, hoewel de Vietnamese grondwet vrijheid van meningsuiting en pers garandeert. Volgens de staatsmedia is het aantal journalisten dat door politie en/of veiligheidsdiensten wordt lastiggevallen, gestegen van 400 in 2007 tot 749 in 2009 en 359 in januari 2010.

Er wordt momenteel gewerkt aan een herziening van de perswet en aan een wet betreffende de toegang tot informatie, maar het is twijfelachtig of deze wetten voor 2012 aan het Parlement zullen worden voorgelegd. Een liberalisering hoeven we zeker niet te verwachten.

De laatste jaren vielen er in Vietnam positieve ontwikkelingen te noteren op het vlak van de mensenrechten, maar in 2010 werd het klimaat weer repressiever. Vrijheid van pers, meningsuiting, informatie, vereniging, vergadering en godsdienst, en het recht op een eerlijk proces blijven zorgen baren. We moeten dit tijdens de politieke dialoog zeker bespreken met onze Vietnamese partners.

Voor de zomer moet een nieuw Indicatief Samenwerkingsprogramma (ISP) met Vietnam worden afgesloten, waarbij 5 procent van de enveloppe moet worden gereserveerd voor de gedelegeerde samenwerking. Momenteel wordt onderzocht of dit geld kan gaan naar het One Plan 2012-2016 van de Verenigde Naties, dat tot doel heeft Vietnam te steunen in zijn democratiseringsinspanningen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de oprichting van een steunfonds voor slachtoffers van verkrachting in de DRC" (nr. 3451)

06.01 Christian Brotcorne (cdH): Het Hoog Commissariaat voor de Mensenrechten van de Verenigde

Naties schrijft in een recent rapport dat 200.000 vrouwen in Congo het slachtoffer werden van verkrachting door illegale gewapende groeperingen en leden van de nationale veiligheidstroepen, maar ook door burgers.

Het gros van die vrouwen moest elke vorm van hulp ontberen en werd vaak verstoten. Hun medische problemen worden doorgaans niet behandeld en aan hun behoeften wordt niet tegemoetgekomen, vooral op het platteland. De Congolese justitie schiet tekort.

Een van de aanbevelingen in dat rapport is de prioritaire oprichting van een steunfonds voor de slachtoffers van seksueel geweld in de DRC. Met dat geld zouden er projecten voor microkredietondernemingen, klinieken of ambulante rechtbanken kunnen worden gefinancierd.

Vindt u de creatie van dat fonds adequaat? Het is misschien gelijk een aanleiding om de projecten in DRC die België vandaag al steunt, te bespreken. Hoe ver staat de dialoog dienaangaande met de Congolese autoriteiten?

06.02 Minister **Olivier Chastel** (*Frans*): De Belgische Ontwikkelingssamenwerking steunt het gezamenlijk programma van de drie VN-agentschappen sinds 2004 en draagt bij aan de financiering van verscheidene projecten op initiatief van Belgische en lokale ngo's op dit vlak. Ze zal blijven bijdragen aan een gecoördineerde en geharmoniseerde benadering, onder leiding van de Congolese regering, om een globaal antwoord te bieden op de noden van de slachtoffers.

In het kader van het plan voor de stabilisatie en de wederopbouw van Oost-Congo, steunt België de uitvoering van de *comprehensive strategy on combatting sexual violence in DRC* (een bijdrage van 10 miljoen euro).

Nadat we onze steun verleenden voor het herstel van justitie in Oost-Congo, willen we een bijdrage leveren aan de tweede fase van het programma via de gedelegeerde samenwerking in het kader van het nieuwe Indicatief Samenwerkingsprogramma 2010-2013 tussen België en de DRC.

Om de oorzaken aan te pakken en niet louter de gevolgen moet de veiligheid in Oost-Congo worden verbeterd en moet de straffeloosheid worden aangepakt. Ook in het recente rapport van het Bureau van de Hoge Commissaris voor de mensenrechten wordt dit uitgangspunt gevolgd.

De oprichting van een fonds voor de slachtoffers is een goed idee, naar het voorbeeld van het fonds ten voordele van de overlevenden van de genocide in Rwanda.

Er zou een sociaal fonds kunnen worden opgericht voor de door de rechtbank erkende slachtoffers. De oprichting van een fonds voor schadevergoedingen ligt moeilijker, want hier rijst de vraag naar de aansprakelijkheid van de Staat. In de DRC werden de misdaden zowel door soldaten van het Congolese leger als door rebellen of diverse milities gepleegd. Daarnaast moet er een antwoord aangereikt worden op de kwestie van het 'tarifieren' van de verkrachtingen, waarvan verscheidene ngo's momenteel gewag maken.

Een ernstige studie zou schot in de zaak kunnen brengen en een positief precedent kunnen scheppen.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Peter Luyx aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de herziening van de rondzendbrief van 1 juli 2010" (nr. 2121)**

07.01 **Peter Luyx** (N-VA): Door de rondzendbrief van 1 juli 2010 zullen de humanitaire organisaties van de vierde pijler die niet in staat zijn om jaarlijks voor 50.000 euro aan activiteiten te ontplooiën, hun erkenning verliezen.

Klopt het dat dit criterium daarenboven niet altijd eenvormig wordt toegepast? Is de rondzendbrief wel wettelijk in een context van lopende zaken? Heeft de administratie al nieuwe criteria uitgewerkt, zoals de minister op 8 december beloofd had in de Senaat? Heeft overleg met de Gemeenschappen de minister wijzer gemaakt? Kan de minister de nieuwe aanbevelingen toelichten?

07.02 Minister **Olivier Chastel** (*Nederlands*): Mijn voorganger gaf reeds in maart 2010 de opdracht aan zijn diensten om een rondzendbrief te schrijven. Toen was de regering nog niet in een periode van lopende zaken.

Na publicatie van de brief kwam er veel protest. De minister wilde rekening houden met de bekommernissen van de vzw's, maar hij wilde ook een beter zicht krijgen op de relevantie, de doelmatigheid en de duurzaamheid van hun ontwikkelingsprojecten. Daarom vroeg hij aan zijn diensten om de rondzendbrief eventueel aan te passen op het punt van de fiscale vrijstellingen. In afwachting werd de voorwaarde inzake het jaarlijkse minimumbedrag van 50.000 euro opgeschort. Deze voorwaarde wordt dan ook niet meer vermeld in de rondzendbrief die nu op de site van het departement staat.

Ik heb de aanbevelingen van de administratie nog niet ontvangen.

De nieuwe brief werd mee opgesteld door de juridische dienst van de FOD Financiën. Ruimer overleg is niet nodig, zo leert me het KB tot uitvoering van artikel 57 WIB 1992.

07.03 **Peter Luykx** (N-VA): De maatregel is dus opgeschort. Om het voortbestaan van de vierde pijler te waarborgen moeten de nieuwe criteria dusdanig worden vastgelegd dat ze de kleinschaligheid van deze projecten niet ondermijnen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.38 uur.